

FRANCE

Après une baisse de 2.2 % en 2009, le PIB réel devrait enregistrer une croissance lente, de 1.4 % en 2010 et 1.7 % en 2011, tirée par l'investissement des entreprises et les exportations. Cela ne sera pas suffisant pour empêcher le taux de chômage d'augmenter jusqu'au début de 2011, et l'inflation devrait être inférieure à 1 % par an.

Des mesures discrétionnaires opportunes, conjuguées au jeu des stabilisateurs automatiques, ont amorti l'impact de la crise. La suppression de la taxe professionnelle dans le projet de budget 2010 est également bienvenue, mais les autorités devraient maintenant se garder d'engager des dépenses supplémentaires. L'élaboration d'une stratégie pluriannuelle crédible de sortie de crise, communiquée clairement, revêt une importance prioritaire. L'assainissement budgétaire qui s'impose offre l'occasion de rééquilibrer les finances publiques grâce à une réduction des dépenses inefficaces, à un relèvement des impôts sur les successions, sur les biens immobiliers et sur les émissions de carbone, ainsi qu'à la poursuite de la réforme du système de retraite.

France : Demande et production

	2008	2009	2010	2011	Quatrième trimestre		
					2009	2010	2011
	prix courants milliards d' €				Pourcentages de variation, en volume (prix de 2000)		
Consommation privée	1 113.9	0.6	0.3	1.5	0.5	0.7	1.8
Consommation publique	451.3	1.5	1.3	0.8	1.8	0.7	0.8
Formation brute de capital fixe	426.9	-6.8	-0.3	3.1	-5.1	1.4	4.1
Secteur public	62.4	-3.3	3.2	1.4	0.1	3.2	0.7
Secteur privé : résidentiel	124.1	-8.7	-4.3	0.8	-8.0	-1.9	1.8
Secteur privé : autres	240.4	-6.8	0.8	4.7	-5.0	2.5	6.1
Demande intérieure finale	1 992.1	-0.8	0.4	1.7	-0.4	0.8	2.0
Variation des stocks ¹	5.3	-1.5	0.6	0.1			
Demande intérieure totale	1 997.4	-2.2	1.0	1.8	-1.6	1.5	2.1
Exportations de biens et services	514.1	-11.0	4.7	6.4	-3.9	4.9	6.8
Importations de biens et services	563.5	-10.0	2.9	6.3	-7.4	4.9	6.8
Exportations nettes ¹	- 49.4	0.0	0.4	-0.1			
PIB aux prix du marché	1 948.0	-2.3	1.4	1.7	-0.5	1.4	2.0

Note : Les comptes nationaux étant basés sur des indices chaîne officiels, il existe donc un écart statistique dans l'identité comptable entre le PIB et les composantes de la demande réelle. Voir *Perspectives*

économiques de l'OCDE: Sources et méthodes, (<http://www.oecd.org/eco/sources-and-methods>).

Des projections trimestrielles détaillées sont disponibles dans l'annexe statistique pour les sept pays principaux, la zone euro et l'ensemble de l'OCDE.

1. Contributions aux variations du PIB en volume (en pourcentage du PIB en volume de l'année précédente), montant effectif pour la première colonne.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 86.

[Cliquez ici pour accéder au fichier Excel](#)